



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

16/10/2025

## **Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 249 du 16 octobre 2025**

### **Luttes**

#### **FNIC-CGT : Organisons la grève reconductible**

Dans un tract la Fédération Nationale des Industries Chimiques appelle à amplifier la lutte immédiatement contre les gouvernements du CAC 40.

*"Après la mobilisation et la grève du 10 septembre, des journées interprofessionnelles du 18 septembre et du 2 octobre, du 9 octobre pour la défense de notre Sécurité sociale, il faut amplifier le mouvement et préparer d'ores et déjà la suite. L'heure est à la grève dans l'ensemble de nos entreprises, il nous faut sortir du calendrier institutionnel imposé par le gouvernement et le patronat. Borne, Castex, Bayrou, Lecornu et peut-être demain Bardella, Retailleau, Faure : ce ne sont que des noms qui n'ont comme préoccupation que la réponse aux besoins de la grande bourgeoisie, et certainement pas à ceux des salariés. Nous n'avons rien à attendre d'un gouvernement au service du CAC 40 !*

*Il nous faut un changement de politique radicale qui réponde aux besoins des salariés :*

- Remise en cause de la réforme des retraites, avec un retour à 60 ans
- Un salaire minimum à 2400€
- Une sécurité sociale à 100%
- La réduction du temps de travail à 32 h

*La période est propice à un grand mouvement de masse qui peut s'inscrire dans la durée, pour l'obtention de notre projet de société, d'une part, parce que la crise économique et sociale est grave pour notre classe, et d'autre part parce que le pouvoir est faible et sans projet. L'argent existe pour la mise en place de notre projet de société mais il ne va pas dans les bonnes poches : plus de 211 milliards € d'aides aux entreprises sans aucun contrôle, 100 milliards versés aux actionnaires du CAC 40 : etc., et pendant ce temps la pauvreté de l'ensemble de notre classe ne cesse d'augmenter. Seuls les travailleurs des entreprises, des usines, des services qui constituent la majorité du peuple de France ont le pouvoir de faire plier ce gouvernement lâchement soumis aux dictats des inutiles que sont les profiteurs du CAC 40, les actionnaires. Ce sont nous les travailleurs qui, par notre labeur, faisons tourner chaque jour l'économie ! Ce sont nous, les travailleurs, qui produisons les richesses de ce pays !"*

#### **Santé : 9 octobre, 5.000 devant le ministère de la santé à Paris, des rassemblements en Province**

Le 9 octobre, plus de 5.000 personnels de santé se sont rassemblés devant le ministère de la santé à l'appel de la CGT santé et action sociale, rejoints par la fédération CGT des Organismes sociaux au sujet de la question de la sécurité sociale, de l'Industrie chimique sur la question des médicaments, des Services publics concernant la petite enfance et de l'action sociale, par le syndicat THALES sur la question des matériels médicaux, l'objectif était de mettre en lumière les besoins pour un système de santé à la hauteur de ceux-ci. Les manifestants portaient les revendications de dizaines de milliers de salariés du secteur de l'hôpital et de la santé. De plus, un peu partout en France comme à Foix, Marseille, Ruffec, Tulle, Besançon, Ales, Montpellier, Blois, le Puy en Velay, Nantes, Agen, Cherbourg, Perpignan, Lyon, Le Mans, Avignon, Poitiers et tant d'autres, des rassemblements ont été organisés devant les ARS, les CPAM, les conseils départementaux ou dans les établissements.

Ces rassemblements ont démontré le mécontentement profond régnant dans les milieux de la santé face à des politiques qui, depuis des décennies détruisent l'hôpital public et attaquent la sécurité sociale.

Selon la Fédération CGT de la santé: " 92% des établissements déclarent des difficultés de recrutement médical. Pour le seul secteur de la santé, ce ne sont pas moins de 180 000 postes qui sont à pourvoir selon l'étude de la Dares au premier trimestre 2025. Notre secteur subit une crise de l'emploi qui met en danger la santé aussi bien des personnels que des usagers et qui sert d'argument aux fermetures de lits d'hôpitaux, de structures sociales et médico sociales publiques et dans le secteur non lucratif participant au service public."

La Fédération CGT de la santé affirme ne pas laisser passer le budget de la Sécurité Sociale 2026 : "Nous ne laisserons pas passer un Projet de loi de financement de la sécurité sociale qui, non seulement ne répond ni aux urgences ni aux enjeux actuels, mais qui risquerait d'aggraver encore la situation."

### **Sorbonne Université : non à la startupisation de l'université !**

Mardi s'est tenue une réunion (plutôt un meeting de "précampagne " électorale de la présidence) sur Paris Parc cité de l'innovation. L'intersyndicale CGT, FSU SUD et les étudiant·es se sont invité·es afin de faire entendre leur point de vue Vous pouvez consulter la vidéo en ligne de leur intervention :

<https://youtube.com/shorts/7v3NJb7ue3c>

### **BHV Paris contre le dumping Shein**

Le vendredi 10 octobre, à l'appel de l'intersyndicale du BHV (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, SUD Solidaires, 200 grévistes se sont rassemblés devant le Bazar de l'Hôtel de Ville de Paris, pour dénoncer l'installation de Shein, entreprise capitaliste chinoise du commerce en ligne dont le chiffre d'affaire était de 22,7 milliards de dollars en 2022. Ils ont participé à un débrayage de trois heures à l'appel de l'intersyndicale au premier jour de la « BHV Week », opération de promotions prévue jusqu'au 19 octobre. Selon les syndicats, l'implantation de Shein, prévue en novembre au sixième étage de l'établissement parisien et dont l'annonce a soulevé un tollé, « menace à court terme » la « survie » du magasin.

### **Fnac-Darty fermeture de 4 magasins Nature et Découverte**

Dans un communiqué du 9 octobre, la Fédération CGT du Commerce indique que quatre magasins Nature et Découverte, dépendant du groupe, sont menacés de fermeture. Au bilan, 20 emplois sont menacés. Rappelons que le groupe Fnac-Darty a versé 29 milliards de dividendes en juillet 2025. Il a touché 500 millions d'aide de l'État. La Fédération CGT du commerce dans son communiqué appelle les personnels à se mobiliser pour empêcher les fermetures de ces magasins.

### **Soutien aux délégués Yakhoubia et Samba sanctionnés par Geodis Calberson IDF**

Le jeudi 16 octobre, la CGT Calberson Île-de-France organise un rassemblement à Gennevilliers en vue soutenir les délégués Yakhoubia et Samba. Ces deux délégués ont eu trois jours de mise à pied car la direction De GEODIS CALBERSON IDF FILIALE SNCF leur reproche la distribution de tracts syndicaux et le contenu de ces tracts qui seraient dénigrants et porterait atteinte à la dignité des personnes visées et à l'image de l'entreprise. Tout ceci est bien évidemment faux, l'entreprise cherche uniquement à attaquer et faire taire les délégués CGT et salir l'image de la CGT GEODIS CALBERSON IDF.

### **Pour que cesse la répression anti-syndicale à l'EHESS : soutien à Christelle Rabier**

Christelle Rabier est maîtresse de conférences à l'EHESS depuis 2013, habilitée à diriger des recherches, affectée à Marseille, où elle enseigne l'histoire et la sociologie des sciences et de la médecine. Elle a co-fondé en 2012 le carnet Academia ([academia.hypotheses.org](http://academia.hypotheses.org)), dont elle reste l'une des animatrices. Co-fondatrice en 2020 du syndicat CGT EHESS, auquel elle a été co-secrétaire de 2020 à 2023, elle a également été élue secrétaire de la Formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail de l'EHESS au printemps 2023. Avec ses camarades de la CGT EHESS, le choix a été fait de s'engager dans cette instance pour la santé et la sécurité au travail des agent·es et des étudiant·es de l'EHESS, dont les comptes-rendus et les avis votés montrent l'impérieuse nécessité. En dépit (à cause ?) de son engagement auprès des étudiant·es et de la profession, Christelle Rabier fait l'objet depuis des années de pressions ou de manœuvres discriminatoires la visant personnellement, y compris de la part de collègues et de la gouvernance de l'EHESS : refus de protection fonctionnelle par l'ancien président de l'EHESS, lorsqu'elle a été désignée publiquement comme "islamo-gauchiste" par le député LR Julien Aubert (décision annulée au Tribunal administratif en décembre 2021), demande de procédure disciplinaire à son encontre par Nathalie Heinich en février 2022, conduisant le président Huret à saisir le comité éthique plutôt que la section disciplinaire au sujet de l'article mis en cause, comité éthique étant déclaré incompétent ; plainte en diffamation par Stéphane Dorin, dont Christelle Rabier a été relaxée en mai 2025. Toutes ces manœuvres d'intimidation, inefficaces, n'en demandent pas moins un long travail de défense qui grève le temps, le budget et le moral de Christelle Rabier.

Mais ces agissements ne s'arrêtent pas là, ils attaquent également sa liberté pédagogique et les moyens de réaliser les missions d'enseignement pour lesquelles elle a pourtant été recrutée : depuis son enseignement "De la race : histoire comparée et matérielle des sciences sociales" (2021-2022), Christelle Rabier est empêchée de fait de faire cours, sous différents prétextes qui aboutissent invariablement au même résultat : dans le meilleur des cas, ses cours ne sont pas validables par les étudiant·es de Master, son accès à des salles de cours est entravé, l'information des étudiant·es impossible. En confirmant le rejet systématique des enseignements de Christelle Rabier par la direction de la seule mention marseillaise de Master depuis 2021, la présidence de l'EHESS lui interdit purement d'enseigner sur son lieu d'affectation. Habilitée à diriger les recherches, elle a récupéré la possibilité d'enseigner pour les seuls doctorant·es en 2023, mais non sans batailler afin d'obtenir salles et moyens, et protéger les étudiant·es sous sa direction de repréailles.

Aujourd'hui, la répression atteint son paroxysme avec un "rapport" de Romain Huret, qui voudrait faire croire que Christelle Rabier représente un danger pour les étudiant·es de Marseille. Au motif que ceux-ci seraient informé·es de leurs droits ou familiarisé·es avec des œuvres dangereusement "woke"? Christelle Rabier vient en effet d'apprendre, *via* ce rapport, faire l'objet, ainsi que l'a indiqué le président Huret aux syndicats, d'une enquête administrative sur le seul fondement de son activité et de sa communication syndicales, qu'elle réalise pourtant au nom de collectifs élus.

Ces offensives répétées deviennent pour nous, collègues et camarades de Christelle Rabier, à la fois inacceptables humainement et inquiétantes au sujet de l'état de la liberté syndicale à l'EHESS, et plus largement dans l'ESR : le Président de l'EHESS retourne la situation et accuse Christelle Rabier à titre individuel, de harcèlement pour avoir diffusé les communications syndicales et de la formation spécialisée sur les listes internes de l'EHESS. Outre que la manœuvre soit connue et éculée — accuser de harcèlement une personne elle-même mise sous pression depuis des années —, elle témoigne d'un irrespect profond pour le travail collectif de ces instances et de l'ensemble des personnes qui les composent et travaillent pour la protection de leurs collègues et celle des étudiant·es.

Cette manœuvre ressemble étrangement à une procédure bâillon alors que de nombreux dysfonctionnements sont établis par des signalements dans plusieurs services de l'EHESS et des visites de la formation spécialisée, notamment de la Formation doctorale à Marseille. Dans un contexte général d'attaque de la liberté d'expression et de la liberté syndicale, nous ne pouvons accepter que notre collègue soit ainsi désignée à l'ensemble de notre communauté pour avoir exercé ses responsabilités d'élue.

### **L'UD CGT de l'Allier alerte sur la situation dramatique de l'emploi industriel dans le département**

En quinze ans, plus de 2.000 emplois industriels ont disparu dans l'Allier, affaiblissant durablement le tissu productif local et les savoir-faire des territoires.

L'Union Départementale CGT de l'Allier alerte publiquement sur la dégradation rapide de l'emploi industriel dans le département. Elle dénonce le risque de destructions massives d'emplois depuis des mois, c'est désormais une réalité tangible : après les 90 suppressions de poste à ADISSEO fin 2024 et les 185 licenciements à AMIS en mars 2025, de nombreuses entreprises connaissent aujourd'hui de graves difficultés économiques. Certaines recourent au chômage partiel, d'autres ont saisi le tribunal de commerce dans le cadre de procédures de redressement ou de liquidation judiciaire. C'est le cas, par exemple, de la société AMIS, menacée de 190 nouveaux licenciements, ou de Brea System, où plus de 70 emplois pourraient être supprimés. Dans bien d'autres entreprises encore, les ruptures conventionnelles et licenciements pour inaptitude se multiplient, masquant en réalité de véritables licenciements économiques.

### **Andrézieux Bouthéon (Loire) : La victoire après 16 jours de grève chez JDE peet's**

Face à la détermination des travailleurs et 16 jours de grève, avec leurs syndicats CGT et CFDT, le N° 1 des dosettes de café a dû négocier et céder aux revendications :

- augmentation des salaires avec un minimum de 160 euros bruts en 2026
- une prime de 1.500 euros versée sur le salaire d'octobre et compensant une partie des jours de grève
- une prime pour de nombreux intérimaires présents depuis le 1er janvier 2025

Les salariés sont sortis renforcés de cette mobilisation et appréciant le soutien des militants de la CGT venus régulièrement à leur rencontre

### **Verrerie O-I Glass de Vergèze, dans le Gard : non à la fermeture du site**

Le journal la Marseillaise consacre un article à la lutte pour que continue de vivre la verrerie. En effet, la direction française du groupe américain O-I Glass vient d'annoncer la fermeture de l'unique four de son usine gardoise alors même que des négociations syndicales devaient se poursuivre jusqu'au 31 octobre. Un coup de massue aux 164 salariés du site. Une manifestation avait lieu ce 10 octobre, devant les grilles de l'usine. Un grand rassemblement (CGT, CFE-CGC, FO) est prévu le jeudi 16 octobre à 11h devant la préfecture dans le but de mettre la pression sur

le préfet afin qu'il reçoive une délégation de l'intersyndicale de la verrerie de Vergèze pour trouver une solution à la fermeture du site.

### **Le Département du Var restreint l'aide à la restauration à certains boursiers : La CGT Educ'Action 83 demande le maintien de l'aide pour toutes les catégories de familles boursières !**

La CGT Educ'action alerte sur une nouvelle mesure d'austérité pénalisant les familles modestes de collégiens. Le Département du Var a drastiquement réduit le nombre de bénéficiaires de l'aide à la restauration scolaire, excluant désormais une partie des élèves boursiers. Depuis de nombreuses années, le département du Var versait aux familles bénéficiant de la Bourse nationale de collège une aide supplémentaire. Cette aide d'un montant de 140,00 euros annuels, répartie sur les trois trimestres venait en déduction de la facture de demi-pension. A chaque rentrée scolaire, le département communiquait sur l'aide à la restauration mise en place par la collectivité. Ainsi, en 2024, on pouvait lire : « *Permettre à tous les collégiens de bénéficier du déjeuner scolaire, c'est un engagement fort du Département du Var. Il a mis en place un dispositif d'aide pour les familles les plus démunies.* » Cette année, aucune communication à ce sujet. Et pour cause... les critères d'attribution sont plus restrictifs. Seules les familles bénéficiant des taux 2 et 3 de la Bourse nationale de collège se verront attribuer cette aide. Les familles bénéficiant du taux 1, le plus faible, ne pourront plus obtenir cette aide à la restauration. Ces familles représentant la majorité des familles boursières, on peut imaginer les économies que le Département veut faire à leur dépend. Des centaines de familles perdent ainsi la possibilité « de ne payer que 2 euros pour un repas complet de qualité, au lieu de 3 euros », comme l'indiquait la communication départementale en septembre 2024. Cette décision fait suite à une augmentation du prix du repas à partir de janvier 2025. Le prix d'un repas passant de 3,00 à 3,10 euros. Cette augmentation représentait déjà un surcoût de 14 euros par an concernant les familles (tarif 4 jours). Ces décisions prises par le département du Var ont de fortes incidences sur le pouvoir d'achat d'un très grand nombre de familles. Certaines feront le choix de ne plus inscrire leurs enfants à la demi-pension, alors que l'on sait que c'est souvent le seul repas équilibré de la journée pour certains d'entre eux. Les familles sont en première ligne des coupes budgétaires mises en œuvre par les gouvernements successifs et par les collectivités territoriales qui les sacrifient sur l'autel des économies.

### **Économie**

#### **Amiante à Saint-Gobain dernière audience pour préjudice d'anxiété**

Plus de 180 anciens salariés de l'usine Saint-Gobain de Thourotte sont passés le lundi 13 octobre devant les prud'hommes de Compiègne.

Pour la troisième fois, des salariés de Saint-Gobain ont tenté de faire reconnaître leur préjudice d'anxiété devant la justice. Après un report de plusieurs mois, les salariés et anciens salariés de l'usine Saint-Gobain de Thourotte ont connu une nouvelle étape de leur long combat judiciaire concernant la reconnaissance du préjudice d'anxiété lié à l'exposition à l'amiante. Au total, 186 personnes sont concernées, parmi lesquelles des salariés ou anciens salariés, intérimaires et sous-traitants ayant travaillé sur le site entre 1962 et 1994. L'audience qui devait initialement se tenir le 2 juin dernier, avait été renvoyée. Ce nouveau rendez-vous était donc particulièrement attendu et devrait clore la série de procédures ouvertes depuis 2019.

Depuis le début des procédures, 144 anciens salariés ont déjà obtenu la reconnaissance de leur préjudice d'anxiété. Ce dispositif permet d'indemniser la souffrance morale liée à *la peur de développer une maladie grave, sans qu'une pathologie ne soit encore déclarée*. En moyenne, les indemnisations s'élèvent entre 7.000 et 8.000 euros, selon les profils et la durée d'exposition. Ce sera la dernière vague de dossiers anxiété, annonce le Collectif amiante. Les plaignants espèrent que la justice reconnaitra de nouveau la responsabilité de Saint-Gobain, accusé de les avoir exposés à l'amiante sans protection suffisante. Le site de Thourotte est officiellement classé parmi les établissements dits "amiantés" (une des victoires du collectif), ouvrant droit à plusieurs mesures spécifiques, dont la retraite anticipée via l'ACAATA (allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) et la prise en charge intégrale des soins liés à une maladie reconnue. La résistance de la société a été dénoncée tout au long des diverses procédures. Ces dernières années, plusieurs plaignants sont décédés avant d'obtenir réparation. Pour beaucoup, cette ultime audience a donc une portée symbolique forte. Environ 300 dossiers auront été présentés au total depuis le début de la procédure. Ce sera la dernière audience sur le terrain de l'anxiété, et non la fin du combat, car d'autres fronts sont désormais ouverts. Plusieurs anciens salariés ont entamé des démarches pour faire reconnaître des maladies professionnelles directement liées à l'amiante, comme l'asbestose ou le mésothéliome. D'autres actions visent à démontrer la faute inexcusable de l'employeur, c'est-à-dire la connaissance des risques et l'absence de mesures de protection adaptées. Le collectif suit également de près d'autres substances utilisées dans l'usine, tels les solvants (trichloréthylène), certaines huiles techniques ou les poussières de silice issues de la fabrication du verre.

#### **Bosch va fermer deux usines d'électroménager en Allemagne**

La filiale électroménager du groupe allemand Bosch va supprimer 1.400 postes et tirer un trait sur des usines de lave-linge et d'appareils de cuisson. Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les salariés de l'industrie allemande. Après avoir annoncé la suppression de 13.000 postes en Allemagne fin septembre, principalement dans l'automobile, Bosch a dévoilé vendredi soir un plan de restructuration touchant cette fois-ci sa filiale d'électroménager BSH. Une branche qui vend des produits sous les marques Bosch, Siemens et Gaggenau et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 15,3 milliards d'euros l'an dernier, en hausse de 3 %, sans communiquer sur ses résultats. La société va fermer deux usines allemandes, dans le Brandebourg et le Bade-Wurtemberg, et tirer un trait sur 1.400 postes par la même occasion. Au total, la filiale va supprimer près d'un poste sur dix en Allemagne.

### **En 2023, 650.000 personnes ont basculé dans la pauvreté ! Révèle l'INSEE**

Selon l'INSEE, le taux de pauvreté et les inégalités s'accroissent fortement, ce qui confirme le baromètre annuel publié par le Secours Populaire Français. En 2023 15,4% de la population vivait au dessous du seuil de pauvreté soit près de 10 millions de personnes. Un ménage et les individus qui le composent sont considérés comme pauvres lorsque le niveau de vie du ménage est inférieur au seuil de pauvreté. En France et en Europe, le seuil est le plus souvent fixé à 60 % du niveau de vie médian.

### **Solidarité internationaliste**

#### **Rencontre Fédération CGT des Cheminots -Syndicat National des Chemins de Fer du Vietnam**

Dans un communiqué commun, la Fédération CGT des cheminots et le Syndicat National des Chemins de Fer du Vietnam, font part de leur rencontre tenue du 6 au 10 octobre 2025 :

*"La Fédération CGT des Cheminots et le Syndicat National des Chemins de fer du Vietnam se sont rencontrés du 6 au 10 octobre 2025 à Hanoï, dans le cadre de leur coopération historique. 80 ans après la déclaration d'indépendance du Vietnam par Ho Chi Minh, le 2 septembre 1945, et dans un contexte international des plus instables, nos deux fédérations réaffirment leur engagement pour gagner une paix durable basée sur le respect, la dignité, la solidarité, le droit à l'autodétermination et la coopération entre les peuples. Par ailleurs, les enjeux climatiques nécessitent un développement des chemins de fer basé sur la coopération, nos expériences respectives et l'échange de cultures afin d'améliorer nos services publics ferroviaires de voyageurs et de marchandises. Le Vietnam est en passe de se doter d'un train à grande vitesse de manière à relier le nord et le sud. Ce projet doit consacrer entre nos deux organisations un travail de coopération autour des enjeux fondamentaux de service public que constituent la sécurité, l'infrastructure, la formation des personnels et de maintenance du matériel.*

*La question de l'industrie ferroviaire est un sujet prédominant de ce dossier. L'expérience du Vietnam face aux dérèglements climatiques, aux dessertes fines du territoire, le maintien de l'emploi de proximité, les trains de nuit, est un atout à partager.*

*Les politiques sociales et culturelles menées par nos organisations, notamment à travers les séjours proposés par le CCGPF, participent à la découverte, à la rencontre des peuples et au développement des solidarités.*

*La Fédération CGT des Cheminots et le Syndicat National des Chemins de fer du Vietnam s'engagent à consolider leurs échanges et à développer ces principes de manière durable."*

Cette rencontre s'est déroulée, notons le dans un contexte où, le développement du ferroviaire est d'actualité partout dans le monde comme le rapporte le journal *Les Echos* dans sa livraison du mardi 14 octobre.

#### **A propos des affrontements entre l'Afghanistan et le Pakistan le point de vue du Parti Communiste du Pakistan**

**A bas les guerres du fondamentalisme et du complexe militaro-industriel :** Déclaration du Parti communiste pakistanais sur l'escalade de la confrontation entre le Pakistan et l'Afghanistan

Nous exprimons notre profonde préoccupation face à la récente escalade des tensions et des hostilités transfrontalières entre le Pakistan et l'Afghanistan. De telles confrontations ne servent ni la paix régionale ni le bien-être des travailleurs des deux pays. Les deux pays, partageant des liens historiques et humains profonds, nous en sommes convaincus doivent résoudre leurs différends par le dialogue et le respect mutuel et non par la confrontation armée. Nous condamnons catégoriquement tout acte d'agression et toute ingérence dans les affaires intérieures de l'autre. L'Afghanistan doit veiller à ce que son territoire ne soit pas utilisé à des fins militantes contre le Pakistan, tandis que le Pakistan doit pleinement respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan. La voie de la paix et de la coopération entre les peuples, et non la militarisation, est la seule vers la stabilité et le progrès dans la région. Il est évident que la rhétorique expansionniste, le fondamentalisme religieux et le nationalisme chauvin représentent nullement les intérêts des masses laborieuses. Au contraire, ils servent à diviser les peuples et à détourner l'attention des défis socio-économiques urgents auxquels les deux nations sont confrontées. La véritable paix naîtra non pas de la victoire d'un État sur un autre, mais de l'unité et de l'autonomisation des travailleurs et des citoyens épris de paix des deux côtés de la frontière. Nous exhortons donc les deux gouvernements à engager des négociations constructives visant à répondre aux préoccupations sécuritaires

transfrontalières, à améliorer les conditions de vie dans les régions frontalières et à favoriser la coopération régionale sur la base de l'égalité et de la souveraineté. Les populations des zones frontalières du Pakistan et de l'Afghanistan méritent la fin du conflit perpétuel et l'avènement d'une ère fondée sur la paix, la justice sociale et le respect mutuel. Dans cet esprit, nous appelons toutes les forces progressistes et démocratiques à rejeter les guerres impérialistes, à s'opposer aux politiques réactionnaires et à défendre les principes de solidarité, de paix et d'autodétermination entre les nations. Seules une véritable coopération et l'unité des travailleurs permettront à la région d'avancer vers une stabilité et une prospérité durables.

Le Parti Communiste du Pakistan

**AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :  
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

**Devenez correspondant du résumé Ecosoc.**

**Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service**